

### **Arrêté préfectoral**

**Portant mise en demeure à l'encontre de la société Coopérative Agricole de Saint Agnant pour son site implanté au Lieu-dit « Les Fontaines » à Saint Agnant (17620)**

Le Préfet de Charente-Maritime  
Chevalier de la légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement et en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.171-11, L.511-1, L.514-5 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du Président de la République en date du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Brice Blondel, Préfet de la Charente-Maritime ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2025 donnant délégation de signature à M. Emmanuel Cayron, Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime, et organisant sa suppléance ;

VU la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2160 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;

VU l'arrêté ministériel du 28 décembre 2007 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2160 « Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable » ;

VU l'arrêté préfectoral n°15-1009 du 6 mai 2015 portant enregistrement de la société Coopérative de Saint Agnant pour une unité de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique au Lieu-dit « Les Fontaines » à Saint Agnant ;

VU la déclaration initiale d'une ICPE relevant du régime de la déclaration de la société Coopérative Agricole de Saint Agnant du 23 janvier 2018 pour l'exploitation d'un silo vertical avec la construction de 4 cellules métalliques cylindriques supplémentaires portant la capacité de stockage à 14 950 m³ au titre de la rubrique 2160-2b et la preuve de dépôt associée n° A-8H7DIEYUTR du 23 janvier 2018 ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 10 avril 2026 et le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure transmis à l'exploitant par courrier du même jour conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement faisant suite à l'inspection sur site du 28 janvier 2026 constatant l'inobservation d'un certain nombre de prescriptions de l'arrêté ministériel susmentionné ;

VU la réponse de l'exploitant formulée par courrier électronique en date du 29 avril 2026 ;

Considérant que, lors de la visite en date du 28 janvier 2026, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants et que ces constats constituent des « faits non conformes » aux dispositions de l'arrêté ministériel susvisé :

- annexe I §4.3 : non-conformité des moyens de lutte contre l'incendie permettant l'intervention des services d'incendie et de secours (SDIS) sur les installations du site : absence de colonne sèche dans la tour de manutention du silo béton ;

Considérant que ces inobservations sont susceptibles d'accroître les risques d'incendie et d'explosion, et qu'elles constituent un écart réglementaire sans solution rapide et susceptible de générer des risques importants sur les tiers et sur l'environnement ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société Coopérative Agricole de Saint Agnant de respecter les dispositions du point 4.3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 28 décembre 2007 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 – Exploitant**

La société Coopérative Agricole de Saint Agnant, dont le siège social au Lieu-dit « les Fontaines» 17620 SAINT-AGNANT, est mise en demeure de respecter les dispositions du présent arrêté, dans les délais fixés à l'article 2, pour ses installations de stockage de céréales situées à la même adresse sur la commune de SAINT-AGNANT (17620).

### **Article 2 – Application de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement**

L'exploitant se met en conformité avec les prescriptions suivantes de l'arrêté ministériel du 28 décembre 2007 :

- annexe I §4.3, en faisant procéder à la mise en conformité des moyens de lutte contre l'incendie du site permettant l'intervention des services d'incendie et de secours (SDIS) sur les installations :
  - **dans un délai 3 mois**, en mettant en place, dans le respect des consignes établies, une colonne sèche conforme aux normes et aux réglementations en vigueur dans la tour de manutention du silo béton et desservant tous les étages de celle-ci. Cet équipement doit également être matérialisé par la mise place d'un affichage clairement identifiable.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les éléments justifiant de la réalisation des actions correctives permettant de respecter les articles sus-mentionnés.

Les délais courent à compter de la notification du présent arrêté.

### **Article 3 – Sanctions**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

### **Article 4 – Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers dans les délais prévus à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, soit dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Dans ce délai, cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique, qui prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

#### **Article 5 – Publication**

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de Charente-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

#### **Article 6 – Exécution**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime, la Sous-Préfète de Rochefort, le Maire de Saint Agnant, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la société Coopérative Agricole de Saint Agnant.

La Rochelle, le **11 MAI 2026**

Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général,

  
Emmanuel CAYRON

